Gouvernement du Canada | Government of Canada

Ministère des Finances Canada

Canada

La revue financière
Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Septembre 2016 : déficit budgétaire de 2,4 milliards de dollars

Le mois de septembre 2016 s'est soldé par un déficit budgétaire de 2,4 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 1,2 milliard en septembre 2015. Les revenus ont diminué de 0,3 milliard (1,5 %), du fait que la baisse des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés, des rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents et des revenus tirés des taxes et droits d'accise n'a été que partiellement compensée par la croissance des autres sources de revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 1,0 milliard (4,8 %), en raison de la hausse des principaux transferts aux particuliers et des principaux transferts aux autres administrations. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,2 milliard (11,3 %), en raison de rajustements moins importants de la valeur des obligations à rendement réel en fonction des prix à la consommation et de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

D'avril à septembre 2016 : déficit budgétaire de 7,8 milliards de dollars

Pour la période d'avril à septembre 2016 de l'exercice 2016-2017, le gouvernement a affiché un déficit budgétaire de 7,8 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 1,6 milliard pour la même période de l'exercice 2015-2016. Les revenus ont diminué de 1,9 milliard de dollars (1,3 %), principalement en raison de la baisse des autres revenus et des taxes et droits d'accise. Les charges de programmes ont augmenté de 8,9 milliards (7,0 %), sous l'effet de la croissance des principaux transferts aux particuliers, des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont diminué de 1,4 milliard (9,8 %), en raison surtout de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

Septembre 2016

Le mois de septembre 2016 s'est soldé par un déficit budgétaire de 2,4 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 1,2 milliard en septembre 2015.

Les revenus ont totalisé 21,7 milliards de dollars en septembre 2016, en baisse de 0,3 milliard (1,5 %) par rapport à septembre 2015.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (2,7 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont diminué de 0,4 milliard de dollars (11,7 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont diminué de 0,2 milliard de dollars (31,1 %).
- Les taxes et droits d'accise ont diminué de 0,1 milliard de dollars (2,2 %). Les revenus tirés de la taxe sur les produits et services (TPS) ont diminué de 12 millions. Les taxes sur l'énergie ont diminué de 3 millions, les droits de douane à l'importation ont diminué de 24 millions, et les autres taxes et droits d'accise ont diminué de 0,1 milliard.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 16 millions de dollars (1,2 %).
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements, les revenus nets sur opérations de change et les revenus divers, ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (2,4 %).

Les charges de programmes ont totalisé 22,2 milliards de dollars en septembre 2016, en hausse de 1,0 milliard (4,8 %) par rapport à septembre 2015.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont augmenté de 0,9 milliard de dollars (14,1 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,3 milliard (6,9 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et

de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,2 milliard (14,1 %). Les prestations pour enfants ont augmenté de 0,5 milliard (31,9 %), sous l'effet de la nouvelle Allocation canadienne pour enfants, qui a remplacé la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation universelle pour la garde d'enfants à compter de juillet 2016.

- Les principaux transferts aux autres administrations englobent les transferts fédéraux relatifs à la santé et aux autres programmes sociaux (principalement le Transfert canadien en matière de santé [TCS] et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux [TCPS]), les paiements en vertu d'accords fiscaux et d'autres transferts (péréquation, transferts aux territoires et un certain nombre de transferts plus modestes), les transferts aux provinces pour le compte des villes et des collectivités du Canada et l'abattement d'impôt du Québec. Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (2,9 %), en raison des augmentations prévues par la loi du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires.
- Les charges de programmes directes comprennent les paiements de transfert aux particuliers et aux autres organisations qui ne sont pas constatés dans les principaux transferts aux particuliers ou aux autres administrations, ainsi que les autres charges de programmes directes, soit les charges de fonctionnement de la Défense nationale et des autres ministères et organismes, de même que les charges des sociétés d'État consolidées. Les charges de programmes directes ont diminué de 0,1 milliard de dollars (0,7 %). Parmi les éléments des charges de programmes directes :
  - Les paiements de transfert ont diminué de 0,6 milliard de dollars (19,2 %), principalement sous l'effet de la baisse du passif du gouvernement relatif à l'aide aux sinistrés dans l'exercice en cours en fonction des coûts estimatifs révisés.
  - Les autres charges de programmes directes ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (7,9 %), principalement sous l'effet de la hausse des charges au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés et des anciens combattants en fonction des évaluations actuarielles les plus récentes du gouvernement, ainsi que de la hausse des charges de fonctionnement des sociétés d'État.

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,2 milliard de dollars (11,3 %), en raison de rajustements moins importants de la valeur des obligations à rendement réel en fonction des prix à la consommation et de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

D'avril à septembre 2016

La période d'avril à septembre 2016 de l'exercice 2016-2017 s'est soldée par un déficit budgétaire de 7,8 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 1,6 milliard pour la même période de 2015-2016.

Les revenus ont diminué de 1,9 milliard de dollars (1,3 %) pour s'établir à 139,4 milliards.

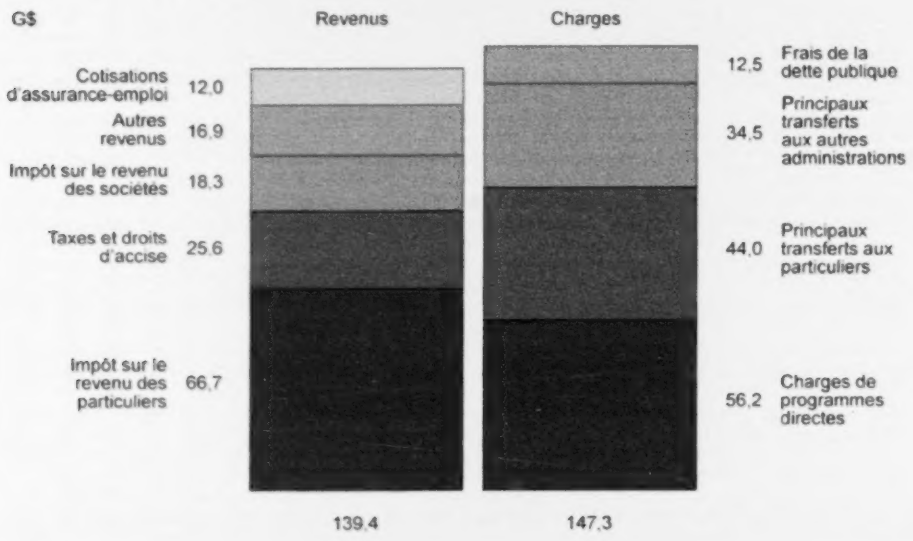
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (0,7 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont diminué de 0,1 milliard de dollars (0,6 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont diminué de 0,3 milliard de dollars (8,9 %).
- Les taxes et droits d'accise ont diminué de 0,7 milliard (2,8 %). Les revenus tirés de la TPS ont diminué de 0,5 milliard (3,0 %). Les droits de douane à l'importation ont diminué de 14 millions, et les taxes sur l'énergie et autres taxes et droits d'accise ont chacune baissé de 0,1 milliard.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (1,6 %), ce qui est attribuable à la croissance de la rémunération.
- Les autres revenus ont diminué de 1,4 milliard de dollars (9,1 %). Cette diminution est surtout attribuable au gain de 2,1 milliards réalisé lors de la vente, en avril 2015, des dernières actions ordinaires de General Motors détenues par le gouvernement, lequel gain a été compensé en partie par la hausse d'autres éléments pour l'exercice en cours, notamment les revenus d'intérêt et de pénalités.

Pour la période d'avril à septembre 2016, les charges de programmes ont totalisé 134,7 milliards de dollars, en hausse de 8,9 milliards (7,0 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers ont progressé de 3,2 milliards de dollars (7,9 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 1,2 milliard (5,3 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,7 milliard (7,0 %). Les prestations pour enfants ont augmenté de 1,4 milliard (15,4 %), principalement sous l'effet de la nouvelle Allocation canadienne pour enfants.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 1,5 milliard de dollars (4,7 %), en raison surtout des augmentations prévues par la loi du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 4,1 milliards de dollars (7,8 %). Parmi les éléments des charges de programmes directes :
  - Les paiements de transfert ont augmenté de 1,6 milliard de dollars (10,6 %), en raison d'augmentations dans plusieurs ministères, y compris la comptabilisation d'obligations au titre des transferts relativement à l'aide aux sinistrés, des réclamations payées et du financement accru des programmes nouveaux et existants.
  - Les autres charges de programmes directes ont augmenté de 2,5 milliards de dollars (6,7 %), ce qui s'explique en grande partie par les charges plus élevées au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés et des anciens combattants en fonction des évaluations actuarielles les plus récentes du gouvernement, ainsi que par la hausse des charges de fonctionnement des sociétés d'État.

Les frais de la dette publique ont diminué de 1,4 milliard de dollars (9,8 %), en raison surtout de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

Revenus et charges (d'avril à septembre 2016)



Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Besoins financiers de 20,4 milliards de dollars d'avril à septembre 2016

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où les revenus sont gagnés et les charges sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées et les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, dont le paiement des comptes

créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Compte tenu du déficit budgétaire de 7,8 milliards de dollars et des besoins de 12,6 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à septembre 2016 s'est soldée par des besoins financiers de 20,4 milliards, comparativement à des besoins financiers de 15,3 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

Activités nettes de financement en hausse de 24,2 milliards de dollars

L'État a couvert ses besoins financiers de 20,4 milliards de dollars et accru ses soldes de trésorerie de 3,7 milliards en augmentant la dette non échue de 24,2 milliards. L'accroissement de la dette non échue a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables et de bons du Trésor.

Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs tels que les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. À la fin de septembre 2016, les soldes de trésorerie s'élevaient à 41,6 milliards de dollars, soit 3,1 milliards de plus qu'à la fin de septembre 2015.

Tableau 1
État sommaire des opérations
M$

	Septembre		Avril à septembre	
	2015	2016	2015-2016	2016-2017
Opérations budgétaires				
Revenus	21 981	21 658	141 336	139 446
Charges				
Charges de programmes	-21 218	-22 239	-125 883	-134 738
Frais de la dette publique	-2 012	-1 785	-13 879	-12 519
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-1 249	-2 366	1 574	-7 811
Opérations non budgétaires	-477	1 019	-16 847	-12 636
Ressources ou besoins financiers	-1 726	-1 347	-15 273	-20 447
Variation nette dans les activités de financement	3 389	-520	25 743	24 155
Variation nette dans l'encaisse	1 663	-1 867	10 470	3 708
Encaisse à la fin de la période			38 420	41 553

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2
Revenus

	Septembre			Avril à septembre		
	2015 (M$)	2016 (M$)	Variation (%)	2015-2016 (M$)	2016-2017 (M$)	Variation (%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	10 280	10 554	2,7	66 250	66 703	0,7
Impôt sur le revenu des sociétés	3 180	2 809	-11,7	18 407	18 295	-0,6
Impôt sur le revenu des non-résidents	639	440	-31,1	3 085	2 811	-8,9
Total des impôts sur le revenu	14 099	13 803	-2,1	87 742	87 809	0,1
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 786	2 774	-0,4	17 640	17 115	-3,0
Taxes sur l'énergie	509	506	-0,6	2 845	2 751	-3,3
Droits de douane à l'importation	499	475	-4,8	2 726	2 712	-0,5
Autres taxes et droits d'accise	551	496	-10,0	3 131	3 031	-3,2
Total des taxes et droits d'accise	4 345	4 251	-2,2	26 342	25 609	-2,8
Total des revenus fiscaux	18 444	18 054	-2,1	114 084	113 418	-0,6
Cotisations d'assurance-emploi	1 384	1 400	1,2	11 763	11 950	1,6
Autres revenus	2 153	2 204	2,4	15 489	14 078	-9,1
Total des revenus	21 981	21 658	-1,5	141 336	139 446	-1,3

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3
Charges

	Septembre			Avril à septembre		
	2015 (M$)	2016 (M$)	Variation (%)	2015-2016 (M$)	2016-2017 (M$)	Variation (%)
Principaux transferts aux particuliers						
Prestations pour les aînés	3 748	4 008	6,9	22 418	23 615	5,3
Prestations d'assurance-emploi	1 363	1 555	14,1	9 376	10 032	7,0
Prestations pour enfants	1 509	1 990	31,9	8 963	10 346	15,4
Total	6 620	7 553	14,1	40 757	43 993	7,9
Principaux transferts aux autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	2 836	3 006	6,0	17 013	18 034	6,0
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 080	1 112	3,0	6 480	6 674	3,0
Total	3 916	4 118	5,2	23 493	24 708	5,2
Accords fiscaux et autres transferts	1 688	1 731	2,5	10 796	11 148	3,3
Villes et collectivités du Canada	0	0	s.o.	979	1 036	5,8
Abattement d'impôt du Québec	-386	-481	24,6	-2 308	-2 388	3,5
Total	5 218	5 368	2,9	32 960	34 504	4,7
Charges de programmes directes						
Paiements de transfert						
Agriculture et Agroalimentaire Canada	189	70	-63,0	543	372	-31,5
Emploi et Développement social Canada	476	696	46,2	2 615	2 930	12,0
Affaires mondiales Canada	461	155	-66,4	1 262	1 282	1,6
Santé Canada	334	365	9,3	1 594	1 711	7,3
Affaires autochtones et Développement du Nord Canada	417	565	35,5	3 105	3 507	12,9
Innovation, Sciences et Développement économique Canada	208	168	-19,2	1 161	1 289	11,0
Autres	875	372	-57,5	4 521	5 276	16,7

Total	2 960	2 391	-19,2	14 801	16 367	10,6
Autres charges de programmes directes						
Sociétés d'État	721	867	20,2	4 074	4 590	12,7
Défense nationale	1 965	2 030	3,3	10 774	11 563	7,3
Tous les autres ministères et organismes	3 734	4 030	7,9	22 517	23 721	5,3
Total des autres charges de programmes directes	6 420	6 927	7,9	37 365	39 874	6,7
Total des charges de programmes directes	9 380	9 318	-0,7	52 166	56 241	7,8
Total des charges de programmes	21 218	22 239	4,8	125 883	134 738	7,0
Frais de la dette publique	2 012	1 785	-11,3	13 879	12 519	-9,8
Total des charges	23 230	24 024	3,4	139 762	147 257	5,4

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4
Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers
M$

	Septembre		Avril à septembre	
	2015	2016	2015-2016	2016-2017
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-1 249	-2 366	1 574	-7 811
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-428	-488	-1 803	-1 670
Autres activités d'investissement	-1 872	-2 035	-3 028	-5 247
Régimes de retraite et autres passifs	709	603	2 571	3 488
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer, produits à recevoir et provisions	2 583	3 337	-10 827	-7 100
Opérations de change	-1 836	-771	-5 983	-4 035
Amortissement des immobilisations corporelles	367	373	2 223	1 928
Total des autres activités	1 114	2 939	-14 587	-9 207
Total des opérations non budgétaires	-477	1 019	-16 847	-12 636
Ressources ou besoins financiers	-1 726	-1 347	-15 273	-20 447

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5
Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement
M$

	Septembre		Avril à septembre	
	2015	**2016**	**2015-2016**	**2016-2017**
Ressources ou besoins financiers	-1 726	-1 347	-15 273	-20 447
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	855	-2 216	5 140	9 063
Bons du Trésor	2 200	1 900	13 600	13 900
Titres au détail	-7	36	-108	139
Total	3 048	-280	18 632	23 102
Emprunts en devises	-546	-281	2 937	812
Total	2 502	-561	21 569	23 914
Réévaluation de swaps de devises	812	-15	3 835	-269
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	61	70	445	646
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	14	-14	-106	-136
Variation nette dans les activités de financement	3 389	-520	25 743	24 155
Variation dans l'encaisse	1 663	-1 867	10 470	3 708

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif
M$

	31 mars 2016	30 septembre 2016	Variation
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	127 853	112 723	-15 130
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	504 068	513 131	9 063
Bons du Trésor	138 100	152 000	13 900
Titres au détail	5 076	5 215	139
Total partiel	647 244	670 346	23 102
Payable en devises	22 482	23 294	812
Compte de réévaluation de swaps de devises	8 391	8 122	-269
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	5 047	5 693	646
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	5 047	4 911	-136
Total de la dette non échue	688 211	712 366	24 155
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	152 227	151 806	-421
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants	85 681	89 532	3 851
Autres passifs	5 602	5 660	58
Total des régimes de retraite et autres passifs	243 510	246 998	3 488
Total de la dette portant intérêt	931 721	959 364	27 643
Total des passifs	1 059 574	1 072 087	12 513
Actifs financiers			
Trésorerie et créances	154 688	150 366	-4 322

Comptes d'opérations de change	93 539	97 574	4 035
Prêts, placements et avances (nets des provisions)[1]	115 957	119 974	4 017
Actifs des régimes de retraite du secteur public	1 639	1 639	0
Total des actifs financiers	365 823	369 553	3 730
Dette nette	693 751	702 534	8 783
Actifs non financiers	77 765	77 507	-258
Dette fédérale (déficit accumulé)	615 986	625 027	9 041

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Le montant du 30 septembre 2016 inclut des pertes de 1,2 milliard de dollars au titre des autres éléments du résultat global enregistrées par les sociétés d'État entreprises et les autres entreprises d'État pour la période d'avril à septembre 2016.

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Bradley Recker au 613-369-5667.

Novembre 2016

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada (2016)

Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document en tout ou en partie doit être adressée au ministère des Finances Canada.

This publication is also available in English.

No de cat. : F12-4F-PDF
ISSN : 1487-0134